



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OI France SAS

28 rue d'Alsace
BP 1

88170 Gironcourt-sur-Vraine

Références : S-23-1375RP

Code AIOT : 0006202256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement OI France SAS implanté 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine. L'inspection a été annoncée le 02/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI France SAS
- 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine
- Code AIOT : 0006202256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une verrerie de verre d'emballage soumise à autorisation pour une capacité journalière de 1 055 tonnes de verre par jour. Le contrôle a porté sur la maîtrise des rejets atmosphériques, le contrôle terrain ayant été réalisé par sondage sur le four 5. La visite a également été mise à profit pour contrôler certaines dispositions applicables à la nouvelle installation de stockage de fioul, récemment installée. Le référentiel réglementaire était donc constitué :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 février 2020 ;
- de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4734 de la nomenclature.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- maîtrise de la qualité des rejets atmosphériques ;
- réservoirs de stockages FOD.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Paramètres de surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Indisponibilité des unités de traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 et 12 mois
6	Fonctionnement dégradé	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rétention des réservoirs de FOD	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article point 2.7.2 de l'annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Events des réservoirs	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article point 5.2.7 de l'annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autosurveillance des rejets dans l'air	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1, point n°2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites d'émissions	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.2.4	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission en cas d'utilisation de FOD	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a permis d'identifier plusieurs non-conformités pour lesquels l'exploitant doit engager des mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des rejets dans l'air

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1, point n° 2
Thème(s) : Risques chroniques, performances atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• les conditions d'autosurveillance fixées à l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, sous un délai de six mois.
Constats : <p>L'exploitant a sollicité par courrier du 15 novembre 2023 une modification de ses conditions d'autosurveillance. Dans l'attente de l'instruction de cette demande, l'inspection propose de ne pas engager dans l'immédiat les suites administratives requises.</p> <p>Le contrôle sur site permet cependant de mettre en évidence que la surveillance en continue du débit des fumées du four 5 n'est pas réalisée. L'exploitant explique que les données relatives au débit des fumées indiquées dans l'autosurveillance transmise à l'inspection sont issues d'un calcul.</p> <p>Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de justifier la conformité de ses conditions de mesure du débit des fumées au regard des exigences réglementaires en vigueur et d'en informer l'inspection sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Valeurs limites d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites définies aux articles suivants, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;• à une teneur en O₂ fixée à 8 %. <p>Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p>

« Cheminée Four 3 » et « Cheminée Four 4 »			
Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux spécifique kg/tv	Flux horaire kg/h
Poussières totales	20	0,05	1
Oxyde de soufre (exprimé en SO ₂)	500	0,75	25
Oxydes d'azote exprimé en NO ₂	800	1,2	40

« Cheminée Four 5 »			
Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux spécifique kg/tv	Flux horaire kg/h
Poussières totales	20	0,05	0,4
Oxyde de soufre (exprimé en SO ₂)	500	0,75	10
Oxydes d'azote exprimé en NO ₂	600	0,9	12

Constats :

L'examen des résultats de l'autosurveillance de janvier à octobre (donc pour les paramètres mesurés en continue : poussières, Nox et Sox) des rejets atmosphériques des fours 3, 4 et 5 font état de quelques non-conformités ponctuelles sur les paramètres Nox, Sox et poussières. Ces non-conformités font majoritairement l'objet de commentaires expliquant les raisons des dépassements. Les valeurs mesurées ne dépassent pas le double de la valeur limite pour les Nox et les Sox et les dépassements importants en poussières (jusqu'à 185 mg/Nm³) sont liés à une indisponibilité du filtre.

Pour les Sox, des dépassements plus fréquents sont également constatés, notamment en juillet. L'exploitant justifie ces difficultés par la qualité du calcin utilisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission en cas d'utilisation de FOD

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/08/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : En cas d'alimentation mixte du four n° 5, les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11/2020/ENV du 11 février 2020 susvisé pour l'exutoire « Cheminée Four 5 » et pour le paramètre « Oxyde de soufre (exprimé en SO ₂) » sont remplacées par les valeurs limites suivantes :

« Cheminée Four 5 »			
Oxydes de soufre (exprimé en SO ₂) L'énergie du four fournie par le gaz étant :	Concentration mg/Nm ³	Flux spécifique kg/tv	Flux horaire kg/h
Supérieure à 50 %, mais inférieure ou égale à 75 %	1000	2,2	11,4
Supérieure à 75 %, mais inférieure ou égale à 90 %	750	1,65	
Supérieure à 90 %	500	1,1	

L'exploitant est en mesure de distinguer les différents régimes de mix et adapte son autosurveillance en fonction.

Constats :

A ce jour, seul un essai de fonctionnement du four 5 au FOD a été réalisé et ne suscite pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Paramètres de surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au poste de supervision, outre les résultats de la surveillance en continu, munie d'alarmes, des capteurs contrôlent le fonctionnement de l'installation d'injection de chaux ainsi que le niveau de remplissage du silo de chaux. Le déclenchement des alarmes est enregistré et un historique a pu être consulté par l'inspection. En revanche, il est constaté que les niveaux d'alarme sur la surveillance des Nox et des Sox sont supérieurs aux Valeurs limites d'émissions.</p> <p>Pour les Sox, l'alarme est fixée à 900 pour une VLE à 500</p> <p>Pour les Nox, l'alarme est fixée à 650 pour une VLE 600</p> <p>L'exploitant justifie ce décalage sur les Sox par l'absence de paramètre de fonctionnement pilotable par les agents du poste de surveillance pouvant avoir une incidence sur les Sox, les performances sur ce paramètre étant principalement liées à la composition de la recette des matières premières.</p>

<p>L'inspection encourage cependant l'exploitant à s'interroger sur la pertinence de ces valeurs d'alarme.</p> <p>Les agents du poste de surveillance connaissent bien les paramètres de surveillance du bon fonctionnement des installations de traitement et les actions à mettre en œuvre en cas de dérive. A noter qu'ils n'ont cependant pas la possibilité d'ajuster la quantité de chaux injectée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés ne sont pas consignés dans un registre. L'exploitant précise que les causes des dépassements des VLE sont indiquées en commentaire dans le rapport d'autosurveillance, mais cela ne répond pas complètement à la prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Indisponibilité des unités de traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, prévention des dysfonctionnements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article R. 512-69 du Code de l'Environnement. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des durées d'indisponibilité est bien réalisé sur les rapports de l'autosurveillance. Ce compteur est propre à chaque filtre (donc un compteur pour le four 5 et un compteur pour les fours 3 et 4).</p> <p>Fin octobre 2023 le compteur d'indisponibilité du filtre des fours 3 et 4 est à 409 h.</p> <p>L'évaluation des polluants rejetés durant les périodes d'indisponibilité ne sont pas comptabilisés formellement. Pour les poussières, le dispositif de surveillance en continu ne permet pas de quantifier ces émissions, les concentrations de poussières rejetées en cas de dysfonctionnement du filtre étant en dehors de la plage de mesure de l'appareil.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Fonctionnement dégradé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des situations dégradées
Prescription contrôlée : Des procédures spéciales sont définies pour des conditions d'exploitation spécifiques, en particulier : i. lors des opérations de démarrage et d'arrêt ; ii. lors d'autres opérations spéciales, susceptibles de perturber le bon fonctionnement des systèmes (par exemple lors de travaux d'entretien régulier ou exceptionnel et des opérations de nettoyage du four et/ou du système de traitement des effluents gazeux, ou en cas de changement radical dans la production) ; iii. lorsque le débit ou la température des effluents gazeux sont insuffisants et ne permettent pas d'utiliser le système à pleine capacité.
Constats : La procédure relative aux conditions d'exploitation spécifique en cas d'opérations spéciales susceptibles de perturber le bon fonctionnement des systèmes n'a pu être présentée au cours de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rétention des réservoirs de FOD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article point 2.7.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des déversements accidentels
Prescription contrôlée : A. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. - en cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, s'il existe, est maintenu fermé ; - en cas de rétention déportée, celle-ci est conforme aux dispositions du point 2.7.7 de la présente annexe. D. L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.

<p>Ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ; - sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ; - peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. <p>La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p> <p>F. L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume de la capacité de rétention associé au stockage de FOD est suffisant, le revêtement est récent, en bon état et ne suscite pas d'observation de l'inspection. La rétention est munie d'une vanne d'obturation, fermée le jour de la visite, qui peut être commandé sans avoir à pénétrer dans la rétention. En revanche, la vanne n'est pas clairement identifiée et aucune procédure n'a été présentée pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans la rétention. Il est attendu que cette procédure porte également sur les eaux pouvant s'accumuler sur l'aire de dépotage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Events des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article point 5.2.7 de l'annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention des déversements accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les événements sont situés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal d'utilisation. Ils ont une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des tuyauteries de remplissage et une direction finale ascendante depuis le réservoir. Leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu. [...] Lorsqu'elles concernent des établissements situés à l'extérieur de l'installation classée, les distances minimales précitées doivent être observées à la date d'implantation de l'installation classée.</p> <p>Dans tous les cas où le réservoir est sur rétention, les événements dudit réservoir débouchent au-dessus de la cuvette de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les événements des réservoirs sont situés en partie supérieure des réservoirs au-dessus du niveau maximal d'utilisation, débouchent à l'air libre et ont une direction finale ascendante. En revanche, leur débouché n'est pas visible de l'aire de livraison car un bâtiment fait obstacle à la ligne de vue.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>